

ACTUALITE REGIONALE

Situation des cas de COVID-19 en Afrique de l'Ouest

[D'après l'OMS, en Afrique de l'Ouest \(la Mauritanie incluse\), on enregistre 170 513 cas confirmés cumulés](#), dont 23 475 cas actifs et 2589 décès, à la date du 3 septembre 2020. Les pays les plus touchés dans la région sont le Nigéria avec 54 588 cas confirmés, le Ghana avec 44 713 cas et la Côte d'Ivoire avec 18 161 cas. Toutefois, en termes de cas actifs, sont en tête le Nigéria (10 913), le Sénégal (3986) et la Gambie (1727).

Pays	Cas confirmés	Cas actifs	Décès
Bénin	2 194	361	40
Burkina Faso	1 378	244	55
Cap Vert	4 125	582	41
Côte d'Ivoire	18 161	1 111	117
Gambie	3 101	1 727	99
Ghana	44 713	856	280
Guinée	9 579	792	61
Guinée Bissau	2 245	981	38
Libéria	2 035	364	71
Mali	2 807	478	126
Mauritanie	7 106	358	160
Niger	1 177	17	69
Nigéria	54 588	10 913	1 043
Sénégal	13 826	3 986	287
Sierra Leone	2 035	364	71
Togo	1 443	341	31
Afrique de l'Ouest	170 513	23 475	2 589
Afrique	1 067 573	173 437	22 569

Serge Ekué prend ses fonctions en tant que nouveau Président de la BOAD

Nommé le 18 août 2020 par le Conseil des ministres de l'Union monétaire ouest-africaine (UMOA), le béninois [Serge Ekué, nouveau Président de la Banque ouest-africaine de développement \(BOAD\), a officiellement pris fonction au siège de l'Institution à Lomé](#), au Togo, le 28 août 2020. La durée de son mandat est de six années. Pour rappel, la BOAD est l'une des premières institutions communautaires de financement du développement en Afrique. Créée en 1973, elle totalise plus de 1200 projets financés dans les pays membres de l'UEMOA, pour un montant total de 6 235,8 Mds FCFA (9,5 Mds EUR) dont 73,5% pour le secteur public et 26,5% pour le secteur privé. Ces concours ont permis de drainer dans la région, grâce aux cofinancements, des ressources d'un montant global estimé à 14 000 Mds FCFA (21,3 Mds EUR).

Le rapport Doing Business de la Banque mondiale suspendu pour « irrégularités dans les données »

[La Banque mondiale \(BM\) a décidé de suspendre la publication du rapport Doing Business](#), en raison d'irrégularités dans les données relayées dans les rapports Doing Business 2018 et 2020 (publiés respectivement en 2017 et 2019). Prévus en octobre, la publication du rapport Doing Business 2021 est donc retardée. Pour garantir « l'intégrité et l'impartialité des données » relayées par l'institution dans cette prochaine publication, ses experts vont procéder à un examen et une évaluation des changements de données survenus après le processus d'examen des données institutionnelles pour les cinq derniers rapports Doing Business. En outre, un audit interne indépendant sera réalisé au niveau des processus de collecte et d'examen des données.

Le marché mondial du cacao devrait connaître un excédent de 42 K tonnes en 2019/2020 selon l'ICCO

[D'après les données de l'Organisation internationale du cacao \(ICCO\) publiées le 31 août, le marché mondial du cacao devrait enregistrer un excédent de 42 kt lors de cette campagne 2019/2020](#), alors que les projections tablaient sur un déficit de 80 kt en mai 2020. Cette révision s'expliquerait par une consommation moins élevée qu'initialement prévue (4 635 kt ; -148 kt), notamment en raison de la pandémie de COVID-19, alors que la production ne diminuerait que légèrement (à 4 724 kt ; -26 kt). La consommation de cacao pour la campagne 2019/2020 pourrait ainsi connaître une baisse de 3,1% par rapport à la campagne 2018/2019. Pour rappel, la Côte d'Ivoire est de loin le premier producteur mondial de cacao, avec 2 Mt attendues cette année.

BENIN

Un plan de 10 Mds FCFA pour booster la filière du palmier à huile

[Le ministre de l'Agriculture, de l'élevage et de la pêche a procédé, le 30 juillet 2020, à la validation du document de Programme national de développement de la filière Palmier à huile](#) (Pndf-Ph). D'un coût global de 10 Mds FCFA (16 M EUR), ce programme s'étend sur la période 2020-2025. Il vise à améliorer la productivité des palmeraies béninoises et la mise en marché des produits du palmier à huile selon les normes de qualité et de durabilité. Pour rappel, les exportations d'huile de palme représentent moins d'1% des exportations totales du pays. Le Bénin a produit 75 K tonnes d'huile de palme en 2018 selon la FAO.

BURKINA FASO

Appel d'offres pour la mise en place de quatre centrales solaires d'une capacité totale de 9 MW

[La Société nationale d'électricité du Burkina Faso \(Sonabel\) a lancé le 3 août un appel d'offres pour la mise en place de quatre centrales solaires dans le cadre du projet Yeleen](#). Deux des infrastructures auront une capacité combinée de 6 MW et seront implantées dans la localité de Dori. Les deux autres centrales auront des capacités de puissance respectives de 2 MW et 1 MW et seront implantées dans les villes de Diapaga et de Gaoua. Les entreprises intéressées ont jusqu'au 5 octobre pour soumettre leurs différentes propositions. Le déroulement de cette mise en concurrence bénéficie de l'appui de la Banque africaine de développement.

Construction du premier satellite « made in Burkina »

[Le Président Rock Kaboré a annoncé le lancement de la phase de construction du tout premier satellite entièrement élaboré au Burkina Faso](#), Burkina-Sat1 le 28 août 2020. Le pays serait en train d'acquérir les différents éléments constitutifs du satellite pour un montant de 110 M FCFA (167,6 K EUR). Le lancement de cette phase fait suite à l'achèvement la construction de la station au sol, logée à l'Université Norbert-Zongo de Koudougou. Les prochaines étapes devraient être le transport du satellite jusqu'à la station spatiale internationale, puis son lancement et son entretien, pour un coût estimé entre 350 et 400 M FCFA (entre 544 et 610 K EUR) selon les déclarations du Chef de l'Etat. L'une des fonctions prévues du satellite est la collecte de données pluviométriques et la mesure de l'impact du changement climatique.

Reprise prochaine de l'extraction d'or à la mine de Boungou à l'Est

Dix mois après l'attaque terroriste sur le site d'extraction aurifère de la mine de Boungou qui avait fait 39 morts, [Endeavour Mining a annoncé la mise en place de nouvelles procédures de sécurisation afin de reprendre l'activité extractive dans les prochaines semaines](#), avec un objectif de 130 k à 150 k onces pour l'année 2020. Une piste d'atterrissage a ainsi été construite sur le site afin d'assurer le transport des employés par la voie des airs et des logements ont également été aménagés sur place pour le personnel.

Revalorisation des salaires de plus de 30% dans le secteur des transports routiers

[Une révision de la convention collective entre employés et employeurs dans le secteur des transports routiers a été adoptée](#) sous la supervision du ministère de la Fonction publique, du travail et de la protection sociale le 27 août 2020. Elle introduit une augmentation des grilles salariales et indemnitaires, le renforcement des mesures de prévention des risques du métier, ainsi qu'une prime de motivation (dénommée prime de satisfaction). Elle vise également à encourager les travailleurs du secteur à se déclarer à la Caisse nationale de sécurité sociale. L'accroissement des salaires bruts est estimé entre 30 à 35% environ.

Hausse du prix des carburants de 5 FCFA au 1^{er} septembre 2020

[Un arrêté conjoint signé par le ministre en charge du Commerce et celui en charge de l'Economie](#) informe les usagers qu'une hausse du prix du carburant à la pompe sera observée à partir du 1^{er} septembre 2020. Ainsi, le prix du super 91 est fixé à 615 FCFA (0,94 EUR), celui du le pétrole et du gasoil à 545 FCFA (0,83 EUR) et le prix du mélange 2T à 623 FCFA (0,95 EUR) à Ouagadougou. Ces prix varient légèrement en fonction des provinces.

CAP VERT

S&P maintient la notation souveraine du Cap-Vert à « B », mais dégrade les perspectives

[L'agence de notation Standard & Poor's \(S&P\) a maintenu la note « B », catégorie spéculative, du Cap-Vert mais a dégradé la perspective de « stable » à « négative ».](#) L'agence estime que les conséquences économiques de la pandémie de COVID-19 vont provoquer d'importants déséquilibres macroéconomiques au Cap-Vert, qui est fortement dépendant du tourisme. L'agence anticipe pour 2020 un déficit budgétaire et celui de la balance courante à deux chiffres, une contraction du PIB de 8,5% et une dette publique à 138% du PIB. La note du Cap-Vert pourrait être revue à la baisse dans les 12 à 18 prochains mois.

L'entreprise publique Enapor dégage plus de 4 M EUR de bénéfices en 2019

L'entreprise publique qui gère les ports du Cap-Vert, [Enapor, a généré 442,9 M CVE \(4 M EUR\) de bénéfices en 2019, en baisse de 1,6% par rapport à 2018.](#) Ce résultat s'explique par la baisse de certains tarifs, alors que l'activité portuaire a augmenté en 2019. Les neuf ports capverdiens gérés par Enapor ont enregistré une hausse de 9,1% des liaisons maritimes inter-îles pour les passagers et de 2,7% pour les marchandises. 20% de ce bénéfice sera reversé en dividendes à l'Etat et 75% serviront à des investissements.

COTE D'IVOIRE

Hausse de 43% des recettes fiscales issues du secteur minier

En 2019, le secteur minier ivoirien a rapporté 94,6 Mds FCFA (144,1 MEUR) de recettes fiscales, soit une hausse de 43% par rapport à 2018. Cette performance a été soutenue par la hausse de la production d'or qui est passée de 24,5 t en 2018 à 32,6 t en 2019 (+33%) et de celle du manganèse qui est passée de 791,9 kt en 2018 à 1,2 Mt 2019 (+49,3%). Cette performance intervient dans un contexte où les pouvoirs publics mènent des réformes sur le code minier, avec notamment l'adoption d'une ordonnance mettant fin à l'exonération de l'impôt sur les bénéfices Industriels et commerciaux. Cette ordonnance qui vise à rééquilibrer le régime fiscal du secteur minier, doit permettre l'atteinte d'un objectif de recette fiscale estimée à près de 200 Mds FCFA (304,9 M EUR) en 2020.

L'UE apporte une contribution au Projet d'Appui aux Elections et au plan de riposte national à la COVID-19

Le 28 août 2020, [l'Union européenne \(UE\) a fait un don d'équipements médicaux d'une valeur de 960 K EUR à la Côte d'Ivoire, destiné à la lutte contre le COVID-19. Parallèlement, elle a apporté une contribution directe au plan de riposte économique mis en œuvre par le gouvernement, sous la forme d'un appui budgétaire d'un montant de 9,8 Mds FCFA \(15 M EUR\).](#) Quelques jours auparavant, soit le 25 août, a eu lieu [la signature de la convention de contribution de l'UE au Projet d'Appui aux Elections \(PACE\)](#), mis en œuvre par le Programme des Nations Unies pour le Développement. L'appui de l'UE, d'un montant de 656M FCFA (1 M EUR), vise spécifiquement à soutenir le renforcement de la communication sur les opérations électorales et la participation au processus électoral.

L'entreprise chinoise CHEC construira le 2nd terminal à conteneurs du port d'Abidjan

[China Harbour Engineering Company \(CHEC\), filiale de China Communications Construction Company, a remporté le contrat de construction du 2^e terminal à conteneurs du port d'Abidjan,](#) baptisé Côte d'Ivoire Terminal (CIT). Doté d'un tirant de 18 m, sa mise en service est prévue fin 2021 et devrait mobiliser un investissement de 400 M EUR financé par le consortium APM Terminals/Bolloré dans le cadre d'une concession de 20 ans.

1 Md FCFA en appui au secteur vivrier dans le cadre de la COVID-19

[Dans le cadre de l'opérationnalisation du fonds de soutien au secteur vivrier, un financement de 1 Md FCFA \(1,5 M EUR\) a été octroyé à l'Office d'aide à la Commercialisation des produits vivriers \(OCPV\).](#) Ce fonds s'inscrit dans le cadre des financements prévus par l'Etat (4,4 Mds FCFA, soit 6,7 M EUR) et la Banque mondiale (1,2 Md FCFA, soit 1,8 M EUR) en faveur des acteurs du vivriers en vue d'atténuer de la COVID-19 sur la

commercialisation des produits vivriers dans les marchés locaux. Ce concours vise à acquérir du matériel de protection pour les usagers des différents marchés et à financer la collecte des données sur le secteur du vivrier tout en assurant la disponibilité en produits vivriers. Par ailleurs, le 5 septembre prochain, il sera procédé au lancement du plan d'action "Mise en marché des produits vivriers" à Yamoussoukro, dans le cadre du programme d'urgence du secteur agriculture face à la COVID-19.

GAMBIE

Le PNUD soutient l'industrie touristique gambienne

[Le PNUD va aider le gouvernement gambien à fournir une assistance aux acteurs du secteur du tourisme](#) sous la forme de transferts d'argent à destination des personnes travaillant dans le secteur informel et des employés d'entités touristiques licenciés. Un transfert d'argent unique de 50 USD (42,2 EUR) sera effectué à tous les bénéficiaires identifiés au nombre de 6572. Africell est l'agence identifiée par le PNUD pour effectuer les transferts d'argent liquide via AfriMoney. Le PNUD a ainsi versé 16,8 M GMD (275 K EUR) à l'agence Africell.

GUINEE

Finalisation de l'acquisition du projet aurifère Kouroussa par Hummingbird

[Dans un communiqué en date du 2 septembre](#), le ministère des Mines et de la géologie a annoncé la signature d'un accord entre la société Cassidy Gold Guinée SA et la société britannique Hummingbird, pour la relance du projet d'exploitation industrielle de l'or de Kouroussa (près de Kankan, en Haute-Guinée) pour un investissement total de 100 M USD, dans l'objectif de produire 100 000 onces d'or par an. Hummingbird exploite actuellement un gisement au Mali, via sa filiale Société des Mines de Komana SA, duquel elle extrait 100 000 onces d'or par an sur une durée de 5 ans. La société britannique compte engager un programme d'exploration et de construction pour l'entrée en production en 2022.

Don de la GIZ de masques de protection et savons aux ministères éducatifs

Le 2 septembre 2020, en présence de l'Ambassadeur d'Allemagne, [l'Agence de coopération internationale allemande pour le développement \(GIZ\) a effectué un don composé de 48 000 masques de protection et de 2 569 cartons de savon](#) aux ministères de l'éducation nationale de l'alphabétisation ainsi que de l'enseignement technique, de la formation professionnelle et de l'emploi. Ce don s'inscrit dans le cadre de la politique de coopération allemande de lutte contre la COVID-19 en Guinée et fait suite à de précédentes donations de même nature destinées aux autorités des régions de Labé, Mamou, Faranah et Kindia.

GUINEE-BISSAU

L'inflation du mois juillet à +1,3% en glissement annuel

Selon l'institut national de la statistique bissau-guinéen, [le taux d'inflation en juillet 2020 s'est établi à +1,3% en glissement annuel \(g.a.\)](#). Cette légère hausse est tirée principalement par le renchérissement des services de transports (+1,9% en g.a.) et ceux des produits alimentaires et boissons non alcoolisées (+1,7% en g.a.), dont en particulier les fruits (+14,5% en g.a.), le poisson (+6,3%) et la viande (+3,3%). A l'inverse, les services liés à la santé reculent légèrement (-0,5% g.a.). Concernant le taux d'inflation mensuel, celui-ci s'établit en juillet à -0,1%.

Le ministre de la Pêche annonce un plan d'action pour lutter contre la pêche illicite

[Le ministre bissau-guinéen de la Pêche a annoncé lors d'un point de presse le 29 août que le gouvernement souhaitait mettre en place un plan d'actions pour lutter efficacement contre la pêche illicite dans la zone maritime du pays](#). Un hélicoptère, deux patrouilleurs et des drones devraient être déployés pour surveiller nuit et jour les mouvements des navires dans les eaux bissau-guinéennes. Pour rappel, les produits de la pêche représentaient 3,2% (11,2 M USD) des exportations totales du pays en 2018, largement dominées par les exportations de noix de cajou (88,4%, soit 308,4 M USD).

MALI

Le secteur de l'élevage fait les frais des sanctions de la CEDEAO

[La suspension des relations économiques ainsi que la fermeture des frontières entre les pays de la Communauté économique des États d'Afrique de l'ouest \(CEDEAO\) et le Mali, en raison du coup d'Etat du 18 août 2020, portent un coup dur au secteur de l'élevage malien](#) qui vend quasiment toute sa production aux pays de la CEDEAO. Les statistiques officielles indiquent que l'élevage représentait 5,4% des recettes d'exportations du Mali en 2018 pour un montant de 108,4 Mds FCFA (165,2 M EUR). Cette situation a également entraîné une hausse du coût de certains intrants pour le secteur (aliments et compléments pour animaux) car la plupart sont importés des pays voisins.

Energy+ a obtenu 1 M USD pour l'extension de ses activités

[Le fournisseur de solutions solaires domestiques hors réseau malien Energy+ a annoncé, le 12 août, avoir mobilisé 1 M USD auprès d'un consortium de partenaires financiers](#) (VentureBuilder, Cordaid Investment Management et la Fondation américaine pour le développement de l'Afrique). Composé d'apports en fonds propres, de prêts et de don, ce financement permettra à Energy+ d'étendre ses activités hors réseau dans tout le pays grâce à l'expansion de ses offres prépayées et de vente au comptant via son réseau de distribution.

Acquisition de la mine de Morila par Mali Lithium

[Le 31 août 2020, AngloGold Ashanti et Barrick Gold ont convenu de vendre leur participation \(totale\) de 80% dans la mine d'or de Morila, au Mali, à Mali Lithium](#) pour un montant compris entre 22 et 27 M USD. L'acquisition est soumise à la non-objection du gouvernement et les parties prévoient l'achèvement de la transaction d'ici la fin octobre 2020. La mine d'or de Morila a produit 27 000 onces d'or en 2019.

Kodal Minerals signe un accord avec Sinohydro pour la révision du projet de Lithium Bougouni

Kodal Minerals a choisi l'entreprise chinoise Sinohydro comme partenaire pour le développement de son projet de lithium Bougouni. En effet, [les deux compagnies ont signé, le 1^{er} septembre, un protocole d'accord](#) selon lequel Sinohydro mènera à ses frais une revue du plan de développement proposé pour le projet Bougouni et apportera une contribution sur les aspects achats et génie civil de l'étude de faisabilité. Aussi, Sinohydro dispose d'une période d'exclusivité de 6 mois pour réviser et conseiller sur le financement du projet. Pour rappel, l'étude de faisabilité définitive du projet Bougouni, publiée en janvier dernier, a estimé qu'il pouvait livrer 2 Mt de concentré de lithium sur une durée de vie minimale de 8,5 ans.

MAURITANIE

Le FMI approuve la 5^{ème} revue au titre de l'accord FEC et le décaissement de 52 M USD

[Le Conseil d'administration du Fonds Monétaire International \(FMI\) a achevé, le 2 septembre, la 5^{ème} revue de l'accord triennal au titre de la facilité élargie de crédit](#) (FEC) en faveur de la République islamique de Mauritanie. Une augmentation de 28,7 M USD, portant le montant total de l'accord à 193 M USD, a également été validée afin d'apporter un soutien budgétaire à la Mauritanie face à aux effets de la pandémie de coronavirus. Ainsi, un décaissement d'un montant de 52,2 M USD va être effectué par le FMI en faveur du pays. La 6^e et dernière revue du programme au titre de la FEC devrait se tenir en décembre 2020.

Le président Ghazouani annonce un programme de relance économique de 550 M EUR

Le président Ghazouani a annoncé, dans un discours à la nation le 2 septembre, le lancement d'un [programme économique](#) exhaustif sur fonds propres, d'une enveloppe globale de 24 Mds MRU (550 M EUR). Ce plan de relance économique est fondé sur 6 axes dont notamment : i) le renforcement des infrastructures ; ii) un soutien aux capacités des secteurs sociaux ; iii) l'appui aux secteurs productifs pour l'autosuffisance alimentaire ; iv) l'aide au secteur privé ; v) la lutte contre la désertification ; vi) l'aide à l'emploi. Le plan devrait être exécuté sur 30 mois et a pour objectif d'atténuer la récession économique, prévue à 3,2% en 2020.

La liste des pré-qualifiés pour l'élaboration d'un plan directeur pétrolier et gazier a été annulée

[Les autorités mauritaniennes ont annulé la pré-sélection des cabinets pour l'élaboration d'un plan directeur pétrolier et gazier mauritanien annoncée en mai](#). Les cabinets Enercap (France), Sofregaz (France), EPCM Holdings (Afrique du Sud) et PwC (France-Maroc) figuraient dans la liste des pré-qualifiés pour obtenir ce marché. Il est reproché à la pré-sélection de n'avoir pas pris en considération la description et les termes de références nécessaires à ce projet. Ce recrutement entre dans le cadre du Projet d'appui aux négociations du projet gazier et de renforcement des capacités institutionnelles de la Mauritanie (PADG), financé par la Banque mondiale à hauteur de 20 M USD.

NIGER

Zamani Com lève un financement de 47 M EUR pour la modernisation du réseau d'Orange Niger

[Zamani Com a obtenu un prêt de 46,5 M EUR \(31 Mds FCFA\) de Coris Bank International \(CBI\) Niger](#) afin de financer sa vaste opération de modernisation du réseau de téléphonie mobile. Pour rappel, [le groupe français Orange a vendu l'intégralité de ses parts au capital de Orange Niger en novembre 2019 à la société Zamani Com](#), détenue par les sociétés Rimbo Invest et Greenline Communications Ltd. En avril 2020, la société a acquis la licence 4G et prévoit de lancer prochainement le service 4G+.

Le Niger assure la Présidence du Conseil de Sécurité de l'ONU

[Depuis le 1^{er} septembre 2020 et pour une durée d'un mois, la Présidence du Conseil de sécurité de l'ONU est assurée par le Niger. Au cours de ce mandat, l'instance onusienne organisera plusieurs débats](#) dont un débat présidentiel sur « La Gouvernance mondiale Post-COVID-19 dans le maintien de la paix et de la sécurité internationale », et trois autres avec les thèmes suivants (i) « Coopération entre les Nations Unies et les Organisations régionales et sous régionales : Rôle de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) », (ii) « Enfants et conflits armés : Les attaques contre les écoles comme violations graves des droits de l'enfant », et (iii) « Maintien de la paix et de la sécurité internationale : Effets humanitaires de la dégradation de l'environnement et paix et sécurité ». Le premier débat se déroulera sous forme d'un sommet du Conseil de Sécurité et sera présidé par le Président nigérien, Issoufou Mahamadou.

SENEGAL

286 Mds FCFA de contrats passés par l'Etat en gré à gré en 2020, un record

[Du 1^{er} avril 2020 au 30 juin 2020, l'Etat du Sénégal aurait passé 62% de la commande publique par entente directe](#), soit 286,3 Mds FCFA (436 M EUR) sur un total de 465,2 Mds de FCFA (709 M EUR). Les marchés passés par appel d'offres ouvert ne représenteraient que 23% du montant global. Les appels d'offres restreints représenteraient 9% et les demandes de proposition 1% de cette commande publique.

La Sen'Eau investit plus de 5 Mds FCFA pour un meilleur accès à l'eau dans la région de Dakar

Selon sa directrice Performance Réseau, [la nouvelle société de gestion de l'exploitation et de la distribution de l'eau potable en zone urbaine et péri-urbaine \(Sen'Eau\) est en train de mettre en œuvre un programme de plus 5 Mds FCFA](#) (7,6 M EUR), destiné à améliorer la qualité de l'approvisionnement en eau dans la région de Dakar.

L'UEMOA fait un don de 1,2 Md FCFA au Sénégal dans le cadre de la lutte contre la COVID-19

[L'UEMOA a consenti un don de 500 M FCFA \(762 K EUR\) et de milliers de masques de protection](#) en appui aux efforts du ministère de la Santé et de l'Action sociale dans sa riposte à la pandémie de la COVID-19. Le lot d'équipements offert pour une valeur de 700 M FCFA (1 M EUR) par l'institution régionale comprendrait 421 030 masques industriels à usage multiple pour les populations et 157 490 masques chirurgicaux pour le personnel soignant.

Le FONSI obtient une subvention de 700 M FCFA des Etats-Unis et renforce sa coopération avec la SFI

L'Agence américaine pour le commerce et le développement (USTDA) et le Fonds souverain sénégalais d'investissements stratégiques (FONSI) ont signé, le 28 août, [un protocole accordant une subvention d'un montant de 700 M FCFA \(1,2 M USD\) pour le financement du réseau de pipelines de RGS S.A](#) (Réseau Gazier du Sénégal créée par Petrosen, Senelec et Fonsis). Par ailleurs, le FONSI et la Société Financière Internationale (SFI, Groupe Banque Mondiale) ont procédé, le même jour, à la [signature d'un protocole d'accord destiné à étendre leur coopération au secteur de la santé](#). Selon le directeur général du FONSI, les deux structures devraient co-investir avec le secteur privé dans des projets de cliniques ou d'hôpitaux privés visant à consolider le positionnement du Sénégal comme hub de services médicaux dans la région ouest-africaine.

SIERRA LEONE

L'inflation ralentit à +13,3% en g.a. en juillet

Selon l'institut de la statistique en sierra léonaise, [le taux d'inflation en juillet 2020 s'est établi à +13,3% en g.a, après +14,4% le mois précédent](#). Les principaux postes ayant contribué à ce niveau d'inflation sont : « Aliments et boissons non-alcoolisées » (+17,3%) et « Santé » (+19%). Selon les projections du FMI, le taux d'inflation moyen annuel en 2020 devrait se situer à +15,7%.

TOGO

Le système automatisé de marquage des produits mis en œuvre dès le 1^{er} septembre 2020

[Le 1^{er} septembre, le directeur de cabinet de la Primature togolaise a effectué une visite dans plusieurs sociétés où le système automatisé de marquage des produits \(SAM\) est devenu effectif](#), notamment la Société Nouvelle de Boissons, Voltic et la Brasserie du Bénin. Déployé par le groupe suisse SICPA, ce nouveau système vise à remédier au problème de la sous-déclaration, du commerce illicite et de la contrebande. [Les principaux objectifs du SAM](#) sont : (i) le suivi de la production des produits et leur traçabilité ; (ii) la simplification de la collecte des taxes ; (iii) la lutte contre les importations illégales, ainsi que la fabrication et la vente de produits contrefaits. L'introduction du SAM est l'une des actions du plan stratégique 2018-2022 de l'Office togolais des recettes (OTR) pour mobiliser les recettes fiscales et douanières. Il concerne principalement les secteurs des boissons et du tabac.

Indicateurs Pays	BEN	BFA	CPV	CIV	GMB	GIN	GNB	LBR	MLI	MRT	NER	SEN	SLE	TGO	UEMOA	ASS
<i>Population (M hab.) 2020¹</i>	12,1	20,9	0,6	26,4	2,4	13,1	2,0	5,1	20,3	4,6	24,2	16,7	8,0	8,3	130,9	1 100
Macroéconomie																
<i>PIB (Mds USD) 2019</i>	14,4	15,7	2,0	58,8	1,8	13,8	1,4	3,2	17,3	7,6	12,9	23,6	4,2	5,5	149,6	-
<i>PIB / Hab. (USD) 2019</i>	1 218,2	775	3 564,7	2 238	750,9	1 103,8	808,8	690	867,9	1 688,9	562	1 456,8	536	709,1	-	-
<i>Croissance PIB réel (%) 2019</i>	+6,9	+5,7	+5,7	+6,9	+6,2	+5,6	+4,5	-2,5	+5,1	+5,9	+5,5	+5,3	+5,1	+5,3	+6,1	+3,1
<i>Inflation (%) 2019</i>	-0,9	-3,2	+1,1	+0,8	+7,1	+9,5	+0,2	+24,4	-0,6	+2,3	-2,5	+1	14,8	0,7	-0,3	8,4
Finances Publiques																
<i>Solde budgétaire global (%PIB) 2019</i>	-0,5	-2,7	-1,9	-2,3	-2,6	-0,5	-5,1	-6,3	-1,7	+2,1	-3,6	-3,8	-2,8	-1,2	-2,3	-4,3
<i>Dettes publiques (%PIB) 2019</i>	41,2	40,0	123,0	37,8	82,5	34,2	70,6	51,1	40,4	61	42	64,1	69,4	70,9	44,5	50,1
<i>Pression fiscale (%PIB) 2019</i>	10,6	16,0	21,3	12,2	11,3	12,5	-	12,1	14,7	12,7	10,3	17,4	12	17,2	-	-
Echanges																
<i>Balance commerciale (%PIB) 2019</i>	-3,9	+1,1	-33,2	+5,8	-25,6	-4,4	-7,6	-19,8	-2,0	-8,0	-9,3	-12,3	-13,3	-15	-	-
<i>Exportations françaises vers² (M USD)</i>	254,7	312,1	15,4	1 125,8	19,7	166,2	5,9	6,1	374,3	274	142,4	1 366,5	15,4	150,2	2 365,4	-
<i>Importations françaises depuis (M USD)</i>	3,1	104,6	0,06	753	1,1	52,3	0,4	92,3	10,8	58	57,4	87,4	12,4	53,9	1 070,6	-
<i>Balance courante (%PIB) 2019</i>	-4,3	-4,4	-0,2	-2,7	-5,4	-13,7	-10,2	-22,5	-4,2	-10,6	-13,2	-7,7	-13,7	-4,2	-5,3	-4
<i>Réserves de change (mois d'import) 2019</i>	-	-	8	-	3,8	4,8	-	2,4	-	5,3	-	-	3,5	-	5,5	5,9
Aspects qualitatifs																
<i>IDH (2019)³</i>	163	182	126	165	174	174	178	176	184	161	189	166	181	167	-	-
<i>Doing Business (2020)⁴</i>	149	151	137	110	155	156	174	175	148	152	132	123	163	97	-	-
<i>Environnement des affaires⁵</i>	C	C	C	B	-	D	-	D	D	D	C	B	D	C	-	-
<i>Risque Pays⁶</i>	B	D	C	B	-	D	-	D	D	C	C	A4	D	C	-	-

Données : FMI / WEO / article IV ou revues programme sauf indications contraires

¹ ONU

² Trade Map-2019

³ PNUD – Classement sur 189 pays

⁴ Banque mondiale - Classement sur 190 pays

⁵ Agence de notation COFACE – La notation comprend : i) Fiabilité et la disponibilité des comptes des entreprises ; ii) Equité et efficacité du système juridique envers les créanciers ; iii) Qualité des institutions - 8 niveaux, **A1, A2, A3, A4, B, C, D, E** dans l'ordre croissant du risque

⁶ Agence de notation COFACE - Estimation du risque de crédit moyen des entreprises d'un pays - 8 niveaux, **A1, A2, A3, A4, B, C, D, E** dans l'ordre croissant du risque